

## **Lettre ouverte concernant le Congrès international des études byzantines et l'avenir des études byzantines**

Cher.es ami.es et collègues,

Nous sommes un réseau de chercheurs en début de carrière et nous vous écrivons à propos de la décision prise récemment par le Bureau international de l'Association internationale des études byzantines (AIEB) de déplacer le Congrès international des études byzantines prévu à Istanbul en 2021 dans un autre pays, tout en conservant le programme du Comité d'organisation turc.

Outre quelques commentaires sur la situation actuelle, nous voudrions suggérer quelques voies possibles pour l'avenir des études byzantines et la manière dont elles sont organisées au niveau international. Ces suggestions sont conçues comme **une invitation à entrer en contact et à entamer un travail collectif et collaboratif afin de favoriser le développement des études byzantines**. Nous espérons que cela nous permettra d'éviter des situations comme celle dans laquelle nous nous trouvons actuellement à propos du Congrès international 2021.

Les communiqués du président de l'AIEB, le professeur John Haldon, au nom du Bureau international, donnent deux justifications principales à l'annulation du Congrès 2021 et au changement de lieu de ce Congrès. La première est une évaluation de l'état dans lequel se trouvera la Turquie en 2021 à cause du Covid-19, problème soulevé par le comité d'organisation turc qui, selon le premier communiqué, avait proposé un Congrès en ligne en 2021. La seconde justification cite «divers événements politiques», comprenant – selon un communiqué ultérieur – des «développements récents en matière de patrimoine culturel et de questions connexes». Le premier communiqué avait été publié moins d'une semaine après la décision de la plus haute cour turque de faire passer le statut de Sainte-Sophie de celui de musée à celui de mosquée. La réponse récente du professeur Haldon à la lettre ouverte des étudiants turcs exprimant leur inquiétude face à cette décision a confirmé que les réactions de certain.es collègues devant la décision prise à propos de Sainte-Sophie ont influencé la décision de l'AIEB.

En gardant ces événements politiques à l'esprit, nous pensons qu'il est important de commencer par reconnaître les difficultés profondes auxquelles notre domaine est confronté en raison des actions menées par l'État turc au cours des cinq dernières années. Il est tout à fait nécessaire de réagir face à ces opérations militaires et à l'occupation en cours dans le sud-est de la Turquie, dans le nord de la Syrie, dans le nord de l'Irak et en Libye, face aux forages d'hydrocarbures soutenus par l'armée dans la zone économique exclusive chypriote et aux menaces militaires contre la Grèce et l'Arménie. Ces actions militaires ont été associées à la militarisation politique de la vie des réfugiés résidant sur le sol turc ; à la criminalisation et à l'emprisonnement généralisés d'hommes et de femmes politiques ainsi que des militant.es kurdes et turc/que.s, au remplacement de représentant.es élu.es par des personnes nommées par l'État et aux assassinats extraterritoriaux de personnalités politiques kurdes et turques ; à des mesures répressives contre les femmes, les mouvements féministes et les communautés LGBTQ+ et à la criminalisation et l'emprisonnement omniprésents des travailleurs de l'enseignement supérieur, y compris des byzantinistes. Enfin, le patrimoine culturel et les sites archéologiques sur le sol turc ont subi des dommages à la fois réels et potentiels, au nombre desquels figurent – parmi d'autres exemples – le changement de statut récent du Musée et basilique Sainte-Sophie ou la destruction entière de la

ville historique de Hasankeyf, classée au patrimoine mondial de l'UNESCO. Notre domaine étant fortement centré sur la région située à l'intérieur des frontières de l'actuelle Turquie, nous avons la responsabilité d'offrir des réponses réelles à ces événements politiques.

Notre expérience en tant que réseau de recherche en histoire byzantine a mis en évidence l'extrême difficulté qu'il y a à trouver, dans notre réponse à cette situation, un équilibre entre la nécessité d'exercer notre influence et de refuser d'être complices – par exemple, en adhérant aux appels au boycott universitaire de 2016 et 2019 – et la nécessité d'exprimer notre solidarité avec nos collègues en Turquie – qui continuent à travailler dans des conditions extrêmement difficiles. Surtout au cours des cinq dernières années, les étudiants, chercheurs et autres travailleurs universitaires basé.es en Turquie ont souvent été soumis à des pressions intenses et exposés à des risques personnels qui ne sont que trop réels. Nous reconnaissons donc la difficulté profonde d'arriver à une position unifiée, à même de répondre de manière adéquate à la situation en cours en Turquie et aux actions blâmables de l'État turc. Nous sommes notamment bien conscient.es de la façon dont les critiques versent trop souvent dans le racisme antiturc en particulier, et dans l'islamophobie en général, deux formes de xénophobie qui demeurent bien trop fréquentes dans notre domaine. Le débat actuel autour d'Ayasofya müzesi au statut de mosquée a exacerbé cette tendance et n'a abouti qu'à classer rigidelement les gens selon des critères communautaires – ethniques, religieux et nationaux –, sans aucune considération de leurs engagements politiques ou d'autres formes d'identité.

Il est clair que le domaine des études byzantines a à faire face à de nombreuses contradictions, et nous ne prétendons pas posséder des réponses clé-en-main pour résoudre ces contradictions. Ce dont nous sommes convaincus, en revanche, c'est de l'impossibilité qu'aucune véritable solution émerge dans le cadre de la structure présente de l'Association internationale des études byzantines – ce qu'indique bien la manière dont la récente décision a été prise. C'est à propos de ces problèmes plus larges que, en tant que réseau de chercheurs, nous voudrions ici faire quelques remarques, et proposer des voies constructives pour l'avenir. Nous pensons que notre domaine d'études devrait s'attacher à contester les récits nationalistes réducteurs qui mutilent le passé, et se confronter aux héritages du colonialisme bien reflétés dans les disparités structurelles existant entre les diverses régions du globe. Cette double mission devrait en outre, pensons-nous, se refléter dans la manière dont notre domaine est structuré et organisé. Aussi proposons-nous d'examiner brièvement trois champs où il nous semble nécessaire de mettre nos valeurs de chercheurs en conformité avec la pratique actuelle.

### 1. Responsabilité et démocratisation

Indépendamment des spécificités ayant trait à la décision prise par l'AIEB concernant le Congrès 2021, les événements récents reflètent un manque de transparence dans les processus décisionnels de l'AIEB, entraînant un défaut de responsabilité de l'exécutif de l'AIEB envers la communauté internationale des byzantinistes. Les décisions de l'AIEB ont été diffusées dans des messages postés par des individus sur des réseaux sociaux prenant le ton de décisions finales. Ces annonces prétendent être faites au nom de l'ensemble de la communauté savante, mais correspondent à des mesures qui ont été prises sans consultation préalable avec la communauté internationale des byzantinistes.

L'opacité de ce processus de prise de décision soulève des questions quant à la représentativité de l'AIEB et des comités nationaux. L'une des principales raisons invoquées pour justifier la délocalisation du Congrès et le refus

que ce dernier ait lieu en ligne (ainsi que l'avaient proposé les organisateurs du Congrès) a été l'idée qu'un congrès où les chercheurs soient présents en personne serait plus avantageux pour les chercheurs en début de carrière. En tant que groupe de chercheurs en début de carrière, nous tenons à dire que nous ne sommes pas opposés par principe aux colloques en ligne, et que nous ne trouvons pas non plus les événements en personne nécessairement émancipateurs. Au contraire, les chercheurs en début de carrière sont de plus en plus susceptibles de trouver prohibitifs ces événements en personne, et ce en raison des coûts liés à l'obtention des visas, des frais d'inscription au Congrès, des frais de logement et des dépenses diverses associées au voyage puis aux rencontres plus ou moins informelles durant le Congrès. En conséquence, beaucoup d'entre nous sont déjà habitués à former des liens sociaux et intellectuels en ligne et pour eux le passage récent aux formats en ligne pour les séminaires, ateliers de recherche et conférences a été bénéfique. Le format en ligne a rendu une gamme d'événements internationaux accessibles à un plus grand nombre d'intéressé.es à un coût bas ou nul, et s'est donc avéré être un moyen plus démocratique de nous rencontrer et d'entrer en dialogue avec nos collègues. L'insistance sur la nécessité que les chercheurs en début de carrière se retrouvent physiquement au Congrès international et le rôle clé que cet argument précis a joué lors du débat sur la délocalisation de celui-ci, sans qu'il y ait eu consultation directe des personnes concernées, est révélateur d'un défaut plus général de démocratie et de transparence dans les mécanismes de prise de décision de l'AIEB, et met en évidence le manque de représentation, au sein de l'Association, des chercheurs en début de carrière.

Le nécessité d'introduire des processus démocratiques participatifs et directs dans la prise de décision à grande échelle à propos de notre domaine apparaît par conséquent évidente. Ces processus démocratiques devraient intégrer en particulier non seulement les chercheurs en début de carrière, mais aussi les collègues qui sont ressortissants de pays sans comité national. À l'heure actuelle, les collègues qui sont dans une telle situation sont tacitement et structurellement exclu.es de toute représentation dans l'organe international de notre domaine de recherche. Des réformes sur le plan de l'adhésion et de la participation sont nécessaires afin que nous puissions accueillir d'un côté les membres de notre domaine issus de pays dépourvus soit de tradition d'études byzantines soit de moyens financiers, et leur permettre de former un comité national, et de l'autre les collègues qui ne siègent pas aux comités nationaux en raison de leur statut précaire.

## 2. Dénationalisation

Bien que l'AIEB ait été fondée en tant qu'organe de coordination et de promotion des études byzantines doté de sites de représentation nationale multiples et d'un Congrès international quinquennal itinérant, un fossé s'est creusé entre ces objectifs et la situation actuelle. Le système des comités nationaux représentatifs présente de nombreux défauts en tant que structure destinée à la promotion de notre domaine de recherche et à l'organisation de notre Congrès international. Si ces faiblesses sont anciennes, la crise actuelle les a rendues encore plus apparentes.

L'écart entre objectif et résultat comprend les points suivants, sans s'y réduire :

1. L'existence et la taille des comités dépendent des lignes de répartition historique des richesses mondiales – situation résultant de l'histoire impériale et coloniale – qui a favorisé la formation de grappes d'établissements d'enseignement prestigieux et disposant de ressources suffisantes, le plus souvent dans le Nord mondial. Bien que cet écart existe aux niveaux nationaux (c'est-à-dire entre institutions), il est également apparent au niveau de l'organisation du Congrès international et dans la composition des

comités nationaux. De plus, la précarité toujours croissante de la main-d'œuvre universitaire et le fait que ce sont le plus souvent des universitaires disposant d'un poste permanent qui sont inclus dans les comités nationaux ne fait que diminuer davantage le nombre de personnes ayant la possibilité de représenter les études byzantines, tant au niveau national qu'international.

2. La taille des comités reflète souvent l'engagement historique de chaque État, au niveau national, en faveur des études byzantines. Ainsi, le système de représentation par nation privilégie les pays pour qui, par le passé, le domaine des études byzantines a constitué un enjeu politique lorsqu'il s'agissait pour ces États de consolider leurs propres mythes nationaux. Par exemple, il est à noter que parmi les comités nationaux enregistrés auprès de l'AIEB, seulement deux (la Turquie et l'Albanie) sont des pays à majorité musulmane de l'ancien monde byzantin. Le système des comités nationaux ne parvient pas à donner une représentation aux institutions et collègues des pays à majorité musulmane dans lesquels l'étude du monde byzantin ne représente pas un enjeu au niveau national, mais qui produisent néanmoins des byzantinistes. Nous pensons notamment ici à l'Égypte, à la Syrie, au Liban et à la Jordanie.
3. Les deux points ci-dessus ont pour conséquence que les universitaires provenant de pays plus pauvres historiquement ou sans engagement national particulier envers les études byzantines n'auront peut-être jamais la possibilité de participer à l'organisation d'un Congrès international. L'état actuel des choses ne conduit qu'à créer de nouvelles divisions nationales et religieuses, comme le montre la dernière décision concernant le Congrès, où il devrait y avoir solidarité entre tous les chercheurs qui se consacrent à l'étude du monde byzantin dans tout son pluralisme linguistique et culturel.
4. La réalité des migrations à l'échelle mondiale, à la fois entre des institutions prestigieuses et en raison de la violence et de l'instabilité politique, a déjà mis en évidence le fait que les catégories nationales ne sont pas suffisantes pour structurer notre champ d'études. De plus en plus, nos pays de travail, nos pays de résidence officielle et notre (ou nos) citoyenneté(s) ne coïncident pas exactement. Cela fait que l'organisation par nation est non seulement inadaptée, mais devient également un fardeau, car ce mode de représentation oblige les chercheurs à payer une adhésion à plusieurs comités s'ils veulent participer aux processus décisionnels ou aux conférences des comités nationaux. Certains comités et la Commission de développement de l'AIEB ont entamé des efforts importants pour devenir plus représentatifs, mais il faut que ces efforts soient à la fois redoublés et internationalisés. Par exemple, l'engagement pris par la Commission de développement d'avoir [parmi ses membres au moins deux chercheurs âgés de moins de 40 ans](#) ne saurait être considéré comme une transformation radicale.
5. Les conflits frontaliers et les déplacements forcés de populations sont tous deux de puissants outils d'exclusion utilisés par les États modernes, et ces phénomènes frappent particulièrement les citoyens des pays du Sud mondial. Les chercheurs qui se rendent dans des centres de recherche byzantine se voient déjà imposer des frais de visa exorbitants et sont confrontés à des mécanismes de prise de décision opaques. Ceci affecte la possibilité pour beaucoup de chercheurs de participer au Congrès, et continuera de le faire à l'avenir. De manière plus importante encore, cela affecte la santé de notre domaine de recherche ainsi que son caractère international. Nous saluons l'engagement, pris par l'AIEB, de donner priorité au financement des étudiants diplômés turcs pour leur permettre d'assister au Congrès 2021. Cependant, si l'AIEB souhaite sérieusement rendre le Congrès accessible aux étudiants, aux universitaires en début de carrière et aux universitaires non rémunérés, ce type de soutien

doit de toute urgence être étendu aux universitaires venant de pays non représentés par des comités nationaux ainsi qu'aux universitaires confrontés à des frais de visa exorbitants.

Enfin, cette organisation institutionnelle centrée sur les comités nationaux explique en grande partie pourquoi nos débats concernant le lieu du prochain Congrès sont devenus inextricablement liés aux opinions de chacun sur les agissements de l'État turc. Il semble qu'un tel biais doive, inévitablement, peser de la même manière sur les discussions liées à tout autre État envisagé comme lieu possible pour le Congrès international. Afin d'éviter, précisément, que cette situation se reproduise, nous préférierions voir le Congrès ainsi que sa structure d'organisation dé-nationalisés, et nous proposerions – en lieu et place de cette organisation centrée sur la représentation nationale – d'autres modèles d'organisation.

Nous revenons sur ces modèles alternatifs dans les propositions que nous formulons ci-dessous.

### 3. Décarbonisation, réseaux de contacts universitaires post-Covid et université durable

La délocalisation proposée pour le Congrès international de 2021 soulève des questions importantes à propos de l'avenir des contacts entre universitaires (*networking*), de l'organisation internationale, de la collégialité et de la responsabilité environnementale, ensemble de questions qui sont spécifiques au moment historique dans lequel nous vivons. Le monde est confronté à une catastrophe climatique, dont la responsabilité et les conséquences ne sont pas équitablement réparties, ni au niveau mondial ni au niveau des individus. Les coûts du changement climatique pèsent de manière disproportionnée sur les populations et les lieux qui ont le moins de responsabilité dans les émissions de CO<sub>2</sub>. Au sein du monde universitaire, les avantages de la mondialisation prenant la forme de voyages internationaux sont eux aussi inégalement répartis. Ce sont les universitaires du Nord, issus d'institutions bien financées, et les chercheurs chevronnés occupant des postes universitaires permanents, qui sont avantagés par l'état actuel des choses. La crise du Covid-19 a d'un côté créé un besoin urgent d'approches novatrices dans la mise en contact intellectuelle, et de l'autre a donné lieu à une prolifération d'idées de fond sur la manière de mettre en œuvre une transformation démocratique, accessible et écologiquement durable. Le moment est par conséquent venu pour nous d'inventer et de mettre en place une université et des études byzantines durables, adaptées au XXI<sup>e</sup> siècle.

Depuis sa création début 2019, avant la pandémie de Covid-19, notre réseau s'est toujours organisé au-delà des frontières géographiques et politiques, via des plateformes en ligne, et ce en raison de la mobilité géographique obligatoire des chercheurs en début de carrière qui travaillent dans le cadre de contrats à court terme et de bourses. Nous avons fait face à cette situation en nous appuyant sur la communication numérique et l'organisation d'événements hybrides. La communication par Internet n'est manifestement pas un remède universel qui permettrait de résoudre toutes les défaillances du monde universitaire. Cependant, la prolifération récente d'événements se déroulant exclusivement en ligne a montré que de nouvelles technologies existent et qu'elles sont disponibles à un coût relativement faible, ce qui facilite les présentations en ligne, les réunions interactives et l'établissement de liens plus informels. Tout au long de l'année 2020, depuis les archives en ligne mises à la disposition du public jusqu'aux conférences web de grande envergure, beaucoup de choses qui auparavant étaient jugées impraticables voire impossibles sont désormais devenues la norme. Il est impératif que nous voyions là une nouvelle opportunité qui nous est offerte de nous recentrer sur les considérations écologiques.

À la lumière de ces différents points, on comprend que la question de savoir si les conférences doivent être faites en ligne ou en personne repose sur une fausse alternative. À des fins de démocratisation et d'inclusion, nous pensons que, si certes la participation en personne devrait être encouragée et facilitée par une aide financière pour les participants qui en ont besoin, lorsque cela est possible et utile, des réunions universitaires devraient également être diffusées en direct et permettre une participation à distance. Cela peut s'inscrire dans un mouvement plus large en direction d'une université plus respectueuse de l'environnement.

#### 4. Propositions pour aller de l'avant

Compte tenu de tous les points présentés ci-dessus, nos propositions s'inscrivent dans trois grands principes : la dénationalisation, la démocratisation et la création de mécanismes de partage des ressources. Chacun de ces éléments s'applique à la fois au Congrès en particulier et à l'AIEB en général.

Pour les raisons exposées plus haut, il est impératif que l'organisation du Congrès soit dénationalisée. Le fait de ne pas limiter l'organisation du Congrès à une seule nation et de promouvoir une collaboration transnationale inclusive pour les universitaires à tous les niveaux de carrière permettra que le Congrès se tienne dans divers endroits et soit organisé par des comités de planification diversifiés et internationaux. Le modèle serait celui de villes, régions et institutions (co-)hôtes, plutôt que celui d'événements conçus au niveau national. S'éloigner du modèle reposant sur des comités et des ressources centrés sur la seule échelle nationale profitera aux villes, aux régions et aux institutions qui n'ont pas les ressources matérielles pour organiser un congrès par elles-mêmes, et favorisera davantage la collaboration et la solidarité transnationales.

Nous envisageons un système reposant sur des propositions communes, des comités d'organisation internationaux et des mécanismes destinés à faciliter la redistribution des fonds concentrés dans les institutions et des États-nations les plus riches. Le principe devrait être que chaque ville, région et institution soit en mesure de postuler, avec l'assurance que des financements, et le travail collaboratif de collègues de différents pays, seront disponibles. En plus d'une composition transnationale, les comités d'organisation devraient avoir une structure facilitant l'inclusion des universitaires à tous les niveaux de carrière. Ils devraient également viser à être représentatifs de la diversité du domaine en termes de genre, de minorité ethnique, et de situation dans le monde. Enfin, chaque comité devrait être organisé comme un événement hybride, permettant une participation à la fois à distance et en personne – ouvrant la possibilité, par exemple, [d'événements accueillis par différentes régions du monde](#), ce qui permettrait de promouvoir une plus grande accessibilité ainsi qu'une empreinte carbone réduite. Chaque congrès deviendrait une occasion de stimuler notre domaine d'études dans des villes, des régions et des institutions particulières – plutôt que de se réduire à un événement plus ou moins politisé dans un État-nation particulier. La mise à disposition de ressources pour l'organisation et la participation au Congrès (y compris les frais de visa, de voyage, d'hébergement et d'inscription) serait coordonnée par l'AIEB – dans le but, en particulier, d'inclure les byzantinistes qui sont étudiant.es, en début de carrière, non salarié.es ou mal rémunéré.es.

Nous pensons que ces mêmes principes devraient s'appliquer de manière générale à la structure de l'AIEB. L'élaboration des détails concrets doit nécessairement impliquer une collaboration large, démocratique et représentative entre les membres de notre domaine, et nous nous limiterons par conséquent ici à proposer quelques grandes lignes directrices. Le point le plus important est la nécessité de passer des comités nationaux à

des structures décentralisées capables de combler les profondes lacunes évoquées ci-dessus. Ces structures fédérées seraient en principe basées sur des institutions, des villes et des régions, mais elles doivent bien entendu inclure aussi des mécanismes permettant aux byzantinistes qui autrement seraient isolés de participer. Dans le développement de ces structures, la priorité devrait être accordée à la démocratie participative et directe, non moins qu'à des mécanismes explicites destinés à faire entendre la voix des étudiants et des chercheurs en début de carrière, des Noirs et des minorités ethniques – à la fois sur le terrain et dans leur contexte national et/ou institutionnel(s) – et la parité entre les genres, y compris les personnes trans et non binaires. Enfin, il devrait y avoir des mécanismes explicites pour le soutien significatif et continu des institutions, villes et régions moins riches au point de vue matériel ; on peut penser par exemple à la possibilité de demander un financement pour une conférence auprès d'institutions plus riches ou plus prestigieuses, en particulier celles qui sont situées dans le Nord mondial. Cela permettra à l'AIEB d'atteindre son objectif déclaré de soutien et d'aide au développement des études byzantines dans le monde entier.

Pour terminer, nous tenons à vous remercier, cher.es collègues, d'avoir pris le temps de lire la présente lettre exprimant notre réaction face à la situation actuelle. Nous sommes fermement convaincus qu'en faisant clairement ressortir les problèmes que nous avons évoqués nous nous donnons à tous – en tant que membres du domaine d'études qui nous réunit – la possibilité de travailler directement à trouver des solutions à ces problèmes. Aucune de nos suggestions n'a la prétention d'être définitive ou non négociable : toutes ces suggestions cherchent plutôt à ouvrir une discussion productive quant à la meilleure façon de faire progresser notre domaine de recherche. Nous avons aujourd'hui la possibilité de créer une structure véritablement démocratique, représentative et internationale. **Nous invitons tou.te.s les collègues qui partagent une partie ou la totalité des perspectives et propositions présentées ici à entrer en contact avec nous, afin que nous puissions travailler de manière collective et collaborative à développer davantage ces perspectives et propositions.** Nous vous invitons à nous écrire par courrier électronique à l'adresse : [newcriticalapproaches@protonmail.com](mailto:newcriticalapproaches@protonmail.com)

Veuillez agréer, cher.es ami.es et collègues, l'expression de notre amitié et de notre solidarité.

New Critical Approaches to the Byzantine World Network